Face aux dangers liés à la concentration de la presse scientifique, un collectif de chercheurs préconise la création, par l'Etat, d'un pôle public d'édition en accès libre. La qualité, l'indépendance et l'éthique de la connaissance en dépendent.

La science menacée par une bulle spéculative de l'édition ?

« Sous l'influence de la pensée néolibérale, les institutions de recherche ont mis en place une politique du chiffre qui se traduit par un intérêtement des chercheurs au chiffre d'affaires de l'édition privée, sans que cette dernière ait à débourser un centime ! »

redacteurs ne sont payés, et où les journaux sont revendus à prix d'or aux institutions de recherche qui non seulement paient le salaire des contribuables, mais vont jusqu'à rétribuer cinq fois le même article ! Un vrai jackpot : des dividendes de plus de 30 % versés aux actionnaires de ces majors depuis dix ans !

Les affaires liées à l'édition scientifique sont désormais sur la place publique.

En 2013, Aaron Swartz se suicida à 27 ans alors qu'il encourait trente-cinq ans de prison pour avoir contourné le copyright de journaux scientifiques ; puis John Bachmann fait valider un article erroné par 150 journaux (le Monde du 5 octobre) ; pour ne rien dire des affaires récurrentes de rétraction, faux ou plagiat. Que se passe-t-il dans les laboratoires et les éditions d'édition ? Peut de monde réalise la portée du changement en cours et les questions qu'elle soulève.


On assiste ainsi à une croissance exponentielle du nombre des revues et des articles à un taux de près de 5% par an (28 100 revues et 1,5 million d'articles publiés en 2012). Une réussite de la mise en marché de la science ? Non, car ce marché dysfonctionnel fait peser un lourd tribut et une vraie incertitude sur le fonctionnement de la science à l'échelon mondial. Essayons d'assembler les pièces du puzzle.

Les chercheurs ont besoin de connaître les résultats de leurs collègues. Les publications scientifiques sont ainsi de biens publics non substituables (on ne peut pas remplacer un article d'Albert Einstein par deux articles de Pierre et Marie Curie). Il peut donc y avoir d'équilibre par le marché : les bibliothèques devant acheter autant de journaux que possible, les éditeurs contrôlent l'offre et les prix à la hausse, et les monétantes des abonnements explorent. 4,5% en six ans pour l'université de Harvard aux Etats-Unis.

Ensuite, les chercheurs sont sommés de publier toujours plus. Cherchant une position-clé dans l'économie de la connaissance, des géants de la mondialisation financière et d'Internet (Thomson Reuters et Google) ont créé un système de cotation des publications scientifiques fondé sur l'Audimat (ou facteur d'impact). Sous l'influence de la pensée néolibérale, les institutions de recherche ont ainsi mis en place un politique du chiffre qui se traduit par un intérêtement des chercheurs (en termes de reconnaissance, de moyens et d'avancement) au chiffre d'affaires de l'édition privée, sans que cette dernière ait à débourser un centime !

En parallèle ont été créées des agences de notation et de financement – l’Agence d’évaluation de la recherche et de l’enseignement supérieur (Aerès) et l’Agence nationale de la recherche (ANR), en France – qui s’appuient essentiellement sur cet Audimat pour évaluer et financer les recherches. Comme à la télévision, cela a déclenché une course effrénée à la publication et à l’audience.

Enfin, les chercheurs font les recherches, écrivent les articles, les expertisent, les éditent et cèdent leur copyright aux maisons d’édition à titre gracieux. C’est donc une presse où ni les journalistes ni les râteurs privés. En effet, les groupes industriels qui considèrent les publications comme une « mine d’innovations à découvrir » n’étaient pas près à payer les prix exorbitants que les maisons d’édition faisaient payer aux Etats pour l’accès aux publications. Ces lobbyists avaient donc poussé le gouvernement fédéral américain et la Commission européenne à promouvoir l’accès libre, au grand dam des majors de l’édition. L’accès libre Gold permet de résoudre cette contradiction sur le dos des contribuables qui, seuls, supportent les coûts. Et cet effet d’aubaine attire de nouveaux opérateurs, amplifiant la spéculation.

C’est là qu’apparaît le risque d’instabilité. Dans cette période d’austérité budgétaire, les Etats ne pourront pas continuer à payer à guichet ouvert une masse de publications où l’information pertinente est diluée. Les profits que les spéculateurs attendent ne seront probablement plus au rendez-vous. Et s’ils se désengagent, la bulle risque d’exploser, déstabilisant tout l’édifice scientifique.

Mais l’alternative s’organise : après la dénonciation par les bibliothécaires, collectifs et syndicats de chercheurs, relayés par les journaux scientifiques sensibles aux dangers liés à la concentration de la presse (le Monde du 2 mars), un grand mouvement mondial propose des alternatives efficaces au marché des archives ouvertes, liées aux bibliothèques nationales et aux grands instituts, s’est développé. Enfin une prise de position d’institutions, de sociétés savantes et de journaux à but non lucratif contre l’utilisation du facteur d’impact comme indicateur unique et non utilisé dans la communication scientifique. Le modèle de la finance voulant garder ses leviers de contrôle sur la science, une lutte dure et engagée s’est engagée, rapportant celle sur Hadopi, au risque de l’explosion.

Que faire alors ? Deux choses à notre avis. Il faut d’abord que les gouvernements renoncent à la politique contre-productive du chiffre d’Audimat et de la compétition à outrance entre chercheurs, et ouvrent le dialogue pour définir les objectifs et les moyens d’un système de publication durable (publier moins pour publier mieux) ; par ailleurs, il faut organiser un pôle public d’édition scientifique en accès libre. L’objectif de ce pôle devrait être la qualité scientifique de la publication, l’indépendance et l’éthique scientifique, mais aussi la vérité des prix, afin de peser sur l’ensemble du domaine.

Selon nous, seule une prise de conscience des chercheurs, des citoyens et des gouvernements permettra ces mesures urgentes, garanties de l’accès de tous à la connaissance scientifique.